

Audience publique extraordinaire du 17 juillet 2012

Recours formé par
Monsieur Andrea Lumia, Fleurus (Belgique)
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière d'appel en garantie

JUGEMENT

Vu la requête, inscrite sous le numéro 29643 du rôle et déposée le 22 décembre 2011 au greffe du tribunal administratif par Maître Stéphane Ebel, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur Andrea Lumia, employé privé, demeurant à B-6220 Fleurus, 46, Chemin de Mons, tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'une décision du 27 septembre 2011 du directeur de l'administration des Contributions directes répertoriée sous le numéro C 16403 du rôle, portant rejet de sa réclamation introduite contre un bulletin d'appel en garantie en date du 6 janvier 2011 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 15 mars 2012 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 12 avril 2012 par Maître Stéphane Ebel pour compte de Monsieur Andrea Lumia ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision déférée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Stéphane Ebel et Madame le délégué du gouvernement Caroline Pepper en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 11 juillet 2012.

En date du 26 octobre 2010, le bureau d'imposition des sociétés Diekirch de l'administration des Contributions directes, désigné ci-après par « le bureau d'imposition », émit un bulletin d'appel en garantie (Haftungsbescheid), en vertu notamment du paragraphe 118 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « Abgabenordnung », en abrégé « AO », à l'égard de Monsieur Andrea Lumia en sa qualité de représentant légal de la société anonyme E.T.R., ledit bulletin déclarant Monsieur Lumia redevable d'un montant total de 433.811,49.- euro, en principal et intérêts, au titre de l'impôt sur le revenu des collectivités des années 2000, 2001, 2002, 2003, 2005, 2008, 2009 et 2010, de l'impôt commercial communal des années 2000, 2001, 2002, 2003 et 2005, ainsi que l'impôt sur la fortune des années 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2009 et 2010 incombant à la société anonyme E.T.R. S.A..

Par courrier de son mandataire de l'époque du 6 janvier 2011, Monsieur Andrea Lumia fit introduire une réclamation auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, désigné ci-après par « le directeur », à l'encontre dudit bulletin d'appel en garantie ainsi que contre les décomptes consécutifs aux impositions pour les années 2000 à 2004.

Par décision du 27 septembre 2011, répertoriée sous le numéro C 16403 du rôle, le directeur déclara la réclamation irrecevable en ce qu'elle est dirigé contre les décomptes consécutifs aux impositions pour les années 2000 à 2004 et rejeta comme non fondée la réclamation introduite par Monsieur Lumia contre le bulletin d'appel en garantie, en les termes suivants :

« Vu la requête introduite le 10 janvier 2011 par Maître Jean-Luc Gonner, au nom du sieur Andrea LUMIA, demeurant à B-6220 Fleurus, pour réclamer contre le bulletin d'appel en garantie émis en vertu du § 118 de la loi générale des impôts (AO) par le bureau d'imposition sociétés Diekirch en date du 26 octobre 2010;

Vu le dossier fiscal;

Vu les §§ 228 et 301 AO;

Considérant que la réclamation a été introduite par qui de droit (§ 238 AO), dans les forme (§ 249 AO) et délai (§ 245 AO) de la loi, qu'elle est partant recevable;

Considérant que le bulletin attaqué a déclaré le réclamant co-débiteur solidaire de l'impôt sur le revenu des collectivités des années 2000, 2001, 2002, 2003 et 2005, des avances pour l'impôt sur le revenu des collectivités des années 2008, 2009 et 2010, de l'impôt commercial communal des années 2000, 2001, 2002, 2003 et 2005, de l'impôt sur la fortune des années 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006 et 2007, des avances pour l'impôt sur la fortune des années 2009 et 2010 ainsi que tous les intérêts de retard y afférents au motif qu'il aurait, en sa qualité de représentant légal de la société anonyme E.T.R. commis une faute en ne veillant pas à ce que les sommes qui ont été dues et dont la société était redevable soient versées au receveur des Contributions;

Considérant que le réclamant présente une réclamation contre le prédit bulletin d'appel en garantie en arguant:

- 1. que les travaux comptables n'ont plus été réalisés depuis 2005 par l'ancien comptable;*
- 2. « qu'en ce qui concerne les décomptes des années 2000 et 2004, les montants sont contestés, alors qu'il semble y avoir confusion entre LUF et € »;*

1. ad réclamation contre le bulletin d'appel en garantie

Considérant que le représentant est responsable du paiement des dettes d'impôt de la personne morale qu'il représente dans les conditions prévues aux §§ 103 et 109 AO;

qu'aux termes du § 103 AO il est tenu de remplir les obligations fiscales incombant à la société et notamment de payer sur les fonds qu'il administre les impôts dont la société est redevable;

que dans la mesure où, par l'inexécution fautive de ses obligations, il a empêché la perception de l'impôt légalement dû, il est, en principe, constitué co-débiteur solidaire des arriérés d'impôt de la société, conformément au § 109 AO;

Considérant qu'en vertu de l'article 159 alinéa 4 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) sont considérés comme contribuables résidents passibles de l'impôt sur le revenu des collectivités, les organismes à caractère collectif, notamment, entre autres, les sociétés de capitaux, pour autant que leur siège statutaire ou leur administration centrale respectivement leur principal établissement se trouve sur le territoire du Grand-Duché;

Considérant qu'en exécution de l'alinéa 1^{er} de l'article 162 L.I.R., le contribuable est tenu de payer des avances trimestrielles sur l'impôt à établir par voie d'assiette (article 135 L.I.R.); qu'en application correspondante de l'article 155 L.I.R., le défaut de paiement de l'impôt à son échéance rend exigible un intérêt de retard;

que suivant alinéa 3 de l'article 162 L.I.R. les revenus provenant de l'ensemble des activités des organismes à caractère collectif visés à l'article 159 L.I.R. sont toujours à considérer comme bénéfice commercial;

Considérant qu'au vœu du § 2 de la loi concernant l'impôt commercial (GewStG) sont soumis à l'impôt commercial toutes entreprises commerciales résidentes, dont, entre autres, les sociétés de capitaux;

Considérant qu'en vertu du § 1^{er} de la loi concernant l'impôt sur la fortune (VStG) sont soumis à l'impôt sur la fortune, entre autres, les sociétés de capitaux;

Considérant que toutes ces obligations fiscales énumérées ci-avant incombant aux sociétés de capitaux sont transmises à celui qui a le pouvoir de représenter la société à l'égard des tiers (§ 103 AO);

que la responsabilité de l'administrateur-délégué est à qualifier de fautive du moment qu'il n'accomplit pas ces obligations fiscales, dont notamment celle de veiller à ce que les impôts dus soient payés à l'aide des fonds administrés;

Considérant que sous l'empire du § 118 AO, la poursuite du tiers responsable, à la différence de l'imposition du contribuable, est toujours discrétionnaire et exige de ce fait et en vertu du § 2 de la loi d'adaptation fiscale (StAnpG) une appréciation effective et explicite des circonstances qui justifient la décision en raison et en équité (BFH 19 février 1965 StRK § 44 EStG R.13; jurisprudence constante pour RTS, notamment BFH 24 novembre 1961, BStBl. 1962.37; 3 février 1981, BStBl. 1981 II 493; cf Becker-Riewald-Koch § 2 StAnpG Anm. 5 Abs. 3);

que l'exercice de ce pouvoir discrétionnaire implique une motivation quant au principe-même de la mise en œuvre de la responsabilité d'un ou de plusieurs représentants, quant à la désignation du représentant dont la responsabilité est engagée et quant au quantum de sa responsabilité;

Considérant qu'un manquement à une obligation fiscale découlant du § 103 AO dans le chef de l'administrateur délégué de société n'est pas suffisant pour engager sa responsabilité en application du § 109 alinéa 1 AO et pour voir émettre à son encontre un

bulletin d'appel en garantie, le législateur ayant posé à cet égard l'exigence supplémentaire d'une inexécution fautive – « schuldhafte Verletzung » - des obligations du représentant de la société envers le fisc (Cour Admin. du 22 février 2000, numéro 11694C du rôle);

Considérant qu'en l'espèce l'auteur de la décision invoque en particulier le fait que le réclamant est le représentant légal de la société anonyme E.T.R. et qu'il aurait disposé du pouvoir d'engager l'entreprise;

Considérant que le réclamant a été nommé à la fonction d'administrateur-délégué suivant publication au Mémorial C n°798 du 31 octobre 1998 de l'acte de constitution de la société et que dans cette qualité il aurait disposé, d'après ce même acte, du pouvoir d'engager l'entreprise sous sa signature individuelle depuis le 7 août 1998 pour des engagements dont la contrevaletur ne dépasse pas le montant de cinq cent mille francs;

Considérant que l'instruction du dossier a néanmoins révélé que le réclamant a engagé l'entreprise à plusieurs reprises sous sa seule signature pour des montants dépassant largement cette limite (p. ex. conventions avec Team Power Jet pour un montant annuel de 1.800.000 francs, contrat de prestations de services avec la société DAMA Ltd pour un montant total dépassant 25.000.000 francs) de sorte que le pouvoir d'agir du réclamant délégué à la gestion journalière de la société anonyme E.T.R. était loin d'être restreint;

Considérant que le réclamant ne conteste pas qu'il avait été nommé administrateur-délégué de la société suivant les documents publiés au Mémorial C; que dans le cadre de la présente requête il fait valoir qu'une tierce personne n'aurait plus exécuté les travaux comptables de la société depuis 2005; qu'il se dégage des pièces versées ensemble avec la présente requête qu'une plainte a été déposée à l'encontre de cette personne;

Considérant que ce moyen n'enlève rien à la responsabilité légale de l'administrateur-délégué de veiller à ce que les sommes qui ont été dues et dont la société était redevable soient versées au receveur des Contributions;

Considérant que le réclamant n'a pas fourni dans le cadre de la présente requête, d'autres faits ou éléments de preuve contredisant le manquement à ses obligations;

Considérant que la responsabilité de l'administrateur-délégué est à qualifier de fautive du moment qu'il n'accomplit pas ses obligations fiscales, dont notamment celle de veiller à ce que les impôts dus soient payés à l'aide des fonds administrés;

Considérant que les impôts dus n'ont pas été payés aux échéances fixées;

Considérant qu'en l'occurrence, le comportement fautif du réclamant réside dans le fait que l'inexécution de ses obligations empêche le receveur de l'Administration des contributions directes de percevoir les impôts visés par le bulletin d'appel en garantie du 26 octobre 2010;

Considérant qu'il est dès lors établi que le réclamant a sciemment omis de verser l'impôt sur le revenu des collectivités des années 2000, 2001, 2002, 2003 et 2005, les avances pour l'impôt sur le revenu des collectivités des années 2008, 2009 et 2010, l'impôt commercial communal des années 2000, 2001, 2002, 2003 et 2005, l'impôt sur la fortune des années 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006 et 2007, les avances pour l'impôt sur la fortune

des années 2009 et 2010 ainsi que tous les intérêts de retard y afférents, s'élevant à 433.811,49 euros; que partant il a empêché la perception de l'impôt légalement dû;

Considérant qu'aux termes de l'article 155bis L.I.R. les intérêts de retard constituent des prestations accessoires aux impôts auxquels ils se rapportent et que les dispositions applicables à ces impôts sont d'application correspondante aux intérêts de retard;

Considérant qu'il découle de tout ce qui précède que la responsabilité du réclamant en tant qu'administrateur-délégué de la société anonyme E.T.R. est incontestablement établie et que la mise à charge de l'intégralité des arriérés de la société au titre des impôts, avances et intérêts de retard énumérés ci-avant est justifiée;

2. ad décomptes des années 2000 à 2004

Considérant que le réclamant conteste les montants des décomptes consécutifs aux impositions des années 2000 à 2004 au motif qu'il y aurait confusion entre LUE et €;

Considérant tout d'abord que les décomptes critiqués concernent la société anonyme E.T.R., laquelle possède une personnalité juridique distincte de celle du réclamant, et non pas le sieur Andrea LUMIA de sorte qu'ils ne sauraient faire l'objet de la présente requête;

Considérant d'ailleurs que le décompte, tout comme l'extrait de compte, n'a qu'une valeur de simple renseignement et n'engendre aucun droit nouveau au profit du Trésor ni aucune obligation nouvelle à charge du contribuable;

qu'il en résulte que la voie de la réclamation contentieuse n'est pas admise contre le décompte des montants imputés sur la cote d'impôt (jurisprudence constante: cf. déjà arrêt Conseil d'Etat du 16.07.1982, n° 6502 du rôle, Trib. Admin. du 36.04.1999, n° 10668 du rôle);

Considérant que les bulletins d'impôts des années 2000, 2001, 2002, 2003 et 2004 étant à l'origine des décomptes contestés n'ont pas fait l'objet d'un litige et sont dès lors coulés en force de chose décidée;

PAR CES MOTIFS

dit la réclamation irrecevable pour autant qu'introduite contre les décomptes consécutifs aux impositions pour les années 2000 à 2004,

reçoit la réclamation contre le bulletin d'appel en garantie émis en date du 26 octobre 2010 en la forme,

la rejette comme non fondée. ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 22 décembre 2011, Monsieur Andrea Lumia a fait introduire un recours tendant à la réformation sinon à l'annulation de la décision précitée du directeur du 27 septembre 2011.

Conformément aux dispositions du paragraphe 119 AO, les personnes à l'encontre desquelles un bulletin d'appel en garantie a été émis, bénéficient des mêmes voies de recours

que celles ouvertes aux contribuables. Or, conformément aux dispositions combinées du paragraphe 228 AO et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre une décision du directeur ayant statué sur le mérite d'une réclamation contre un bulletin de l'impôt sur le revenu des collectivités, un bulletin de l'impôt commercial communal, un bulletin de l'impôt sur la fortune.

Il s'ensuit qu'en l'espèce le tribunal est compétent pour connaître du recours principal en réformation introduit par Monsieur Lumia à l'encontre de la décision directoriale précitée, ayant statué sur le mérite d'une réclamation introduite contre le bulletin d'appel en garantie dont Monsieur Lumia a fait l'objet.

Le recours en réformation ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai de la loi, il est recevable.

Il n'y a partant pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation.

Force est à cet égard encore au tribunal de relever que si l'Etat se rapporte à prudence de justice en ce qui concerne la recevabilité du prétendu recours subsidiaire en réformation et conclut à l'irrecevabilité du prétendu recours principal en annulation, il ressort tant de l'introduction du recours introduit par Monsieur Lumia que du dispositif de ce recours qu'il a entendu introduire principalement un recours en réformation et subsidiairement un recours en annulation, de sorte que les contestations de la partie étatique afférentes laissent d'être fondées.

A l'appui de son recours, le demandeur fait valoir qu'en vertu du paragraphe 118 AO, la poursuite en garantie du tiers responsable serait discrétionnaire et exigerait une appréciation effective et explicite des circonstances qui justifient la décision en raison et en équité. Elle nécessiterait une motivation quant au principe même de la mise en œuvre de la responsabilité d'un administrateur. Par ailleurs, le seul non-paiement des impôts d'une société ne serait pas suffisant pour engager la responsabilité du dirigeant, dans la mesure où une inexécution fautive de ses obligations envers l'administration des Contributions directes devrait être prouvée.

Le demandeur critique la décision déferée dans la mesure où elle ne justifierait pas la mise à la charge des impôts, avances et intérêts de retard, tout en soulignant que la simple signature de contrats dont les montants ont excédé la limite statutaire de ses pouvoirs d'engagement ne serait pas suffisante pour engager sa responsabilité. Le demandeur en conclut que le directeur omettrait de se livrer à une appréciation objective et explicite des circonstances particulières susceptibles de fonder sa décision en raison et en équité.

En outre, le demandeur estime que le directeur n'aurait pas pu tirer argument de ce qu'il n'a pas fourni dans sa réclamation d'autres faits ou éléments de preuve contredisant le manquement à ses obligations dans la mesure où cette façon de procéder reviendrait à dénaturer le principe-même de la responsabilité de dirigeant en matière fiscale et en ferait non plus une responsabilité pour faute prouvée, mais une responsabilité pour faute présumée. En procédant de la sorte, le directeur aurait renversé la charge de la preuve sans aucun fondement.

Se référant aux plaintes déposées contre la fiduciaire ayant reçu mandat afin de préparer la comptabilité et l'ensemble des déclarations fiscales y relatives, le demandeur estime qu'aucune inexécution fautive de ses obligations ne saurait lui être reprochée.

Il en conclut que faute d'être fondée et motivée, la décision directoriale serait la manifestation d'une erreur de droit.

Le délégué du gouvernement fait valoir que le directeur aurait fait une saine appréciation en fait et en droit de la situation du demandeur, de sorte que le recours serait à rejeter pour ne pas être fondé.

Aux termes du paragraphe 103 AO « *die gesetzlichen Vertreter juristischer Personen und solcher Personen, die geschäftsunfähig oder in der Geschäftsfähigkeit beschränkt sind, haben alle Pflichten zu erfüllen, die denen Personen, die sie vertreten, obliegen ; insbesondere haben sie dafür zu sorgen, dass die Steuern aus den Mitteln die sie verwalten, entrichtet werden. Für Zwangsgeldstrafen und Sicherungsgelder die gegen sie erkannt, und für Kosten von Zwangsmitteln die gegen sie festgesetzt werden, haften neben ihnen die von ihnen vertretenen Personen* ».

Dès lors, le représentant d'une société anonyme est tenu de remplir les obligations fiscales incombant à la société et notamment de payer sur les fonds qu'il gère les impôts dont la société est redevable.

Quant à la mise en œuvre de la responsabilité personnelle du fait du non-paiement des impôts dont est redevable une personne morale, il y a lieu de se référer plus particulièrement aux dispositions du paragraphe 109 AO, qui dispose dans son alinéa (1) que : « *die Vertreter und die übrigen in den §§ 103 bis 108 bezeichneten Personen haften insoweit persönlich neben dem Steuerpflichtigen, als durch schuldhafte Verletzung der ihnen in den §§ 103 bis 108 auferlegten Pflichten Steueransprüche verkürzt oder Erstattung oder Vergütung zu Unrecht gewährt worden sind* ».

Ces dispositions légales mettent ainsi une obligation personnelle à charge des représentants légaux de la société, en ce compris, conformément au paragraphe 108 AO, les dirigeants de fait ou dirigeants apparents, c'est-à-dire ceux qui se comportent, à l'égard des tiers, comme s'ils avaient le pouvoir de disposer : *a contrario*, les personnes non visées par ces dispositions ne sont pas soumises à cette responsabilité personnelle.

Il se dégage encore de ces dispositions légales que le simple constat d'un manquement à une obligation fiscale découlant du paragraphe 103 AO précité n'est pas suffisant pour engager la responsabilité personnelle des dirigeants d'une société en application du paragraphe 109 (1) AO et pour voir émettre à leur encontre un bulletin d'appel en garantie, le législateur ayant en effet posé à cet égard l'exigence supplémentaire d'une inexécution fautive (« *schuldhafte Verletzung* ») des obligations du représentant de la société envers l'administration fiscale.

Le paragraphe 7 (3) StAnpG, disposant par ailleurs que « *jeder Gesamtschuldner schuldet die ganze Leistung. Dem Finanzamt steht es frei an welchen Gesamtschuldner es sich halten will. Es kann die geschuldete Leistung von jedem Gesamtschuldner ganz oder zu einem Teil fordern* », le pouvoir du bureau d'imposition d'engager une poursuite contre un tiers responsable, et, plus particulièrement, contre le représentant d'une société, ne relève pas

d'une compétence liée, mais constitue un pouvoir d'appréciation dans son chef et ce à un double titre, d'abord en ce qui concerne l'appréciation du degré fautif du comportement de la personne visée, et, ensuite, en ce qui concerne le choix du ou des codébiteurs contre lesquels l'émission d'un bulletin d'appel en garantie est décidée, chaque fois compte tenu des circonstances particulières de l'espèce.

En cas de pluralité de responsables, la possibilité de poursuivre simultanément tous les responsables résulte implicitement du paragraphe 7 StAnpG qui dispose que ceux qui sont poursuivis en qualité de responsables sont tenus solidairement. Le bureau d'imposition n'est par contre pas obligé de poursuivre tous les co-responsables et peut limiter son recours contre un ou plusieurs d'entre eux¹. En toute hypothèse, il appartient au bureau d'imposition de relever les circonstances particulières qui ont déterminé son choix.

Quant à l'exercice du pouvoir d'appréciation par l'administration, le paragraphe 2 StAnpG dispose dans son alinéa (1) que « *Entscheidungen, die die Behörden nach ihrem Ermessen zu treffen haben (Ermessens-Entscheidungen), müssen sich in den Grenzen halten, die das Gesetz dem Ermessen zieht. (2) Innerhalb dieser Grenzen sind Ermessensentscheidungen nach Billigkeit und Zweckmässigkeit zu treffen* ». Ainsi, l'administration investie d'un pouvoir d'appréciation doit procéder selon des considérations d'équité et d'opportunité et partant se livrer à une appréciation effective et explicite des circonstances particulières susceptibles en raison et en équité de fonder sa décision.

En l'espèce, le bureau d'imposition a décidé de mettre en œuvre la responsabilité personnelle du demandeur en sa qualité d'administrateur de la société E.T.R., en relevant à l'appui de sa décision l'omission dans son chef de déposer les déclarations d'impôt et de verser à l'administration des Contributions directes les impôts dus par la société à l'aide des fonds administrés.

Par ailleurs, la décision déferée justifie le choix de mettre en œuvre la responsabilité du demandeur plutôt que celle d'un autre administrateur dans la mesure où, par acte de constitution de la société du 31 octobre 1998, il a été nommé à la fonction d'administrateur délégué qui, a le pouvoir d'engager l'entreprise sous sa signature individuelle pour des engagements dont la contrevaletur ne dépasse pas le montant 500.000.- francs. Or, nonobstant cette limitation du pouvoir de signature du demandeur, le directeur a retenu que l'instruction du dossier a par ailleurs relevé qu'il a à plusieurs reprises dépassé son pouvoir de signature pour, notamment, engager la société par sa seule signature pour des montants de 1.800.000.- francs voire 25.000.000.- de francs.

Force est dès lors au tribunal de retenir, pour les mêmes motifs que ceux mis en avant tant par le bureau d'imposition que par le directeur, que les motifs avancés permettent à suffisance de justifier le choix d'engager la responsabilité du demandeur en sa qualité d'administrateur délégué, qui, d'un côté, avait été délégué à la gestion journalière et, d'un autre côté, avait le pouvoir d'engager, sous sa seule signature, la société, pouvoir qui s'il avait été limité dans l'acte de constitution de la société, n'a pas été respecté par le demandeur, plutôt que d'engager la responsabilité des autres administrateurs, qui, selon les pièces versées en cause n'ont pu engager la société que sous la signature collective de trois administrateurs et qui n'avaient pas été délégués à la gestion journalière de la société.

¹ cf. trib. adm. 14 juin 2010 n° 26277 du rôle, Pas. adm. 2011, V° Impôts, n° 293

Les vagues affirmations et critiques du demandeur que l'administration aurait pu engager la responsabilité d'un autre administrateur, ne sont pas de nature à énerver la conclusion retenue ci-avant.

En ce qui concerne l'inexécution fautive de ses obligations reprochée au demandeur, force est au tribunal de constater, de concert avec le délégué du gouvernement, que le fait de ne pas avoir veillé, en tant qu'administrateur délégué à la gestion journalière, à ce que les déclarations d'impôt soient déposées en temps utile auprès de l'administration des Contributions directes, est à qualifier d'inexécution fautive des obligations du représentant d'une société envers le fisc, de sorte que c'est à bon droit que le bureau d'imposition, confirmé par la décision directoriale déférée sur réclamation, a retenu que le demandeur était personnellement tenu à accomplir les obligations fiscales incombant à la société qu'il représente et en déduit du défaut de ce faire une inexécution fautive de ses obligations.

Il suit des développements qui précèdent que le recours en tant qu'il met en cause la décision directoriale retenant que le demandeur est redevable des sommes retenues au principal, est à rejeter pour ne pas être fondé.

Cette conclusion n'est pas éternée par le fait que le demandeur a déposé une plainte contre les responsables de la fiduciaire qu'il avait mandaté pour tenir la comptabilité de la société E.T.R. ainsi que pour déposer les déclarations d'impôt, dans la mesure où un tel mandat n'est pas de nature à exempter le demandeur de ses obligations légales, mais pourrait, tout au plus, faire l'objet d'un litige civil contre les responsables de la société comptable, sans que cette plainte puisse être utilement être invoquée dans le cadre du présent litige.

Par contre, concernant les intérêts de retard mis à charge du demandeur pour les bulletins litigieux en rapport avec les impôts respectivement en souffrance force est de constater que la responsabilité des dirigeants se limite aux créances d'impôt qui sont restées en souffrance par leur faute, à l'exclusion de toute somme qui ne répond pas à la diffusion de l'impôt inscrit au paragraphe 1^{er} AO, de sorte que le dirigeant ne saurait répondre personnellement ni des frais de poursuite ni des sanctions encourues à titre de supplément ou d'intérêts de retard par la société.²

Il s'ensuit que la décision déférée est à réformer en ce qu'elle engage la responsabilité du demandeur pour le paiement des intérêts de retard redevable par la société en rapport avec les impôts en souffrance.

En ce qui concerne la demande en allocation d'indemnité de procédure de 1500.- euro sur base de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives formulée par le demandeur, il y a lieu de conclure, qu'étant donné que la partie étatique conteste tant le principe que le montant de cette demande, le demandeur omet de prouver en quoi il serait inéquitable de laisser à sa charge exclusive les frais exposés par lui dans la présente instance, de sorte qu'il n'y a pas lieu de faire droit à cette demande.

Par ces motifs,

² V. TA du 25 mars 2003, n° 16182 du rôle, publié sous www.ja.etat.lu, non appelé par la partie étatique

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit le recours principal en la forme ;

au fond, par réformation partielle de la décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 27 septembre 2011, n° C 16403 du rôle, dit que Monsieur Andrea Lumia n'est pas redevable des intérêts de retard mis à sa charge pour les impôts en souffrance de la société anonyme E.T.R. S.A. ;

renvoie le dossier au directeur de l'administration des Contributions directes en prosécution de cause ;

dit qu'il n'y a pas lieu d'analyser le recours subsidiaire en annulation ;

déboute le demandeur de sa demande en allocation d'une indemnité de procédure sur base de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé par:

Claude Fellens, vice-président,
Annick Braun, premier juge,
Andrée Gindt, juge,

et lu à l'audience publique extraordinaire du 17 juillet 2012, en présence du greffier Arny Schmit.

s.Schmit

s. Fellens

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 17.7.2012
Le Greffier du Tribunal administratif